

P REMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

LES GAINS DES SALARIÉS EN OCTOBRE 1996 DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE 10 SALARIÉS ET PLUS

En octobre 1996, le gain brut moyen d'un salarié s'élève à 11 860 F par mois, contre 11 510 F en octobre 1995, pour un travail à temps complet, primes non mensuelles exclues. Il est de 11 570 F dans l'industrie (y compris la construction) et de 12 100 F dans le tertiaire.

En moyenne un ouvrier gagne 8 920 F, un employé 7 % de plus, un technicien-agent de maîtrise 50 % de plus et un cadre 22 700 F. Les hommes gagnent encore 22 % de plus que les femmes, mais l'écart continue de se réduire.

Pour l'ensemble des salariés, la part des primes mensuelles (6,6 % du gain brut) diminue légèrement par rapport à octobre 1995.

Les écarts de rémunération entre sexes se réduisent légèrement

En octobre 1996, la rémunération d'un homme pour un travail à temps plein, est en moyenne de 22,2% supérieure à celle d'une femme (tableau 1).

Cet écart traduit non seulement celui des rémunérations individuelles à poste de travail comparable, mais surtout des différences entre les emplois occupés par chacun des deux sexes (catégorie socio-professionnelle, secteur d'activité, taille de l'établissement,...).

Ces écarts de gains moyens se réduisent progressivement en raison de la présence accrue des femmes dans les postes de travail plus qualifiés et mieux rémunérés. La différence de rémunération entre hommes et femmes était ainsi de 26,1 % en avril 1994. Après une stabilisation autour de 23,5% en 1995, elle a de nouveau diminué pour atteindre 22,3 % en octobre dernier (graphique 1).

Les disparités de rémunération entre sexes se retrouvent au sein de chaque grande catégorie professionnelle, mais de façon plus ou moins importante selon la part qu'y occupent les femmes. Ainsi chez les cadres, catégorie majoritairement masculine, et chez les ouvriers, où la main-d'oeuvre féminine est peu qualifiée, les hommes gagnent en moyenne respectivement 24 % et 21,8 % de plus que leurs collègues de sexe féminin. En revanche, les écarts moyens de



rémunération sont moindres chez les techniciens-agents de maîtrise (10,8 %) et surtout chez les employés (6,8 %), catégorie la plus féminisée.

Les disparités entre catégories socio-professionnelles restent stables

Les cadres gagnent en moyenne 2,5 fois plus que les ouvriers, les techniciens-agents de maîtrise 1,5 fois et les employés 1,1 fois. Ces écarts relatifs sont identiques à ceux d'octobre 1995 et d'avril 1996.

Les secteurs les plus rémunérateurs diffèrent selon la catégorie professionnelle du salarié

Les disparités salariales entre secteurs d'activité évoluent peu. L'habillement, cuir, chaussure demeure l'un des secteurs offrant les rémunérations les plus faibles à l'ensemble de leurs salariés (8 200 F). L'écart de gain est du simple au double entre ce secteur à main-d'œuvre peu qualifiée et ceux dont les salariés sont plus qualifiés, comme la recherche et développement ou le conseil et assistance. C'est aussi dans le secteur de l'habillement, du cuir et de la chaussure que les écarts de rémunération sont parmi les plus importants : un cadre y perçoit en moyenne 3,8 fois la rémunération d'un ouvrier.

Les gains mensuels moyens les plus élevés (15 000 F et plus) se rencontrent, toutes catégories professionnelles confondues, outre dans les services aux entreprises évoqués ci-dessus, dans le secteur de la production de combustibles et de carburants, ainsi que dans la construction navale, aéronautique et ferroviaire (tableau 4).

Cependant, les secteurs les plus rémunérateurs ne sont pas les mêmes pour toutes les catégories de salariés. Dans l'industrie, c'est le

Tableau 1
Gain moyen mensuel brut, primes mensuelles comprises, par catégorie professionnelle et par sexe en octobre 1996

En francs

Catégorie professionnelle	Hommes	Femmes	Ensemble
Ouvriers	9 290	7 630	8 920
Employés	9 900	9 270	9 570
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	13 350	12 050	13 030
Cadres	23 690	19 110	22 690
Ensemble	12 650	10 350	11 860

Source : MTAS-DARES, enquête ACEMO «Gains des salariés».

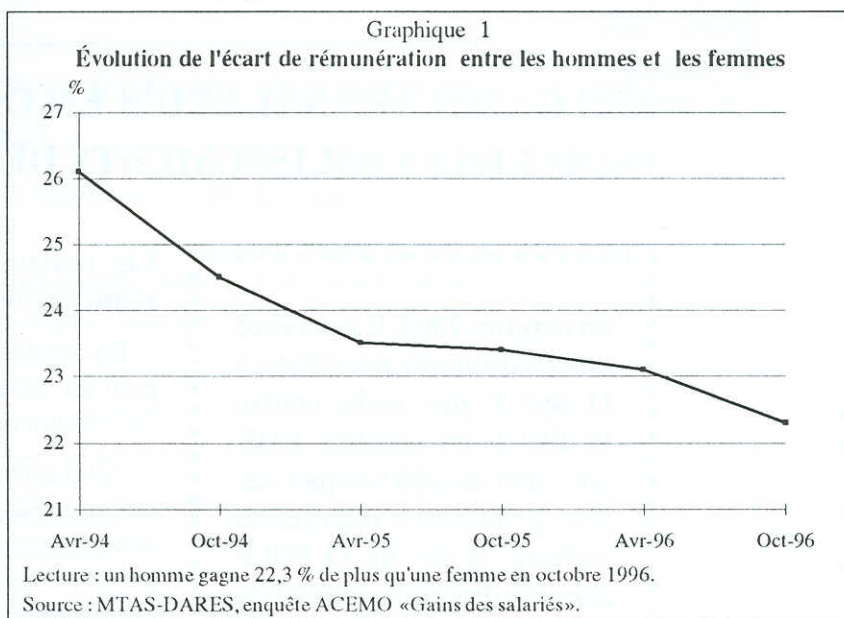


Tableau 2
Gain moyen mensuel brut par catégorie professionnelle et par taille d'établissement, en octobre 1996

En francs

Catégorie professionnelle	Établissements employant			
	de 10 à 49 salariés	de 50 à 199 salariés	de 200 à 499 salariés	500 salariés et plus
Ouvriers	8 600	8 560	9 120	10 220
Employés	9 270	9 290	9 610	10 815
Agents de maîtrise	12 280	12 690	13 420	13 900
Cadres	21 990	22 990	23 320	22 985
Ensemble	11 210	11 390	12 110	13 595

Source : MTAS-DARES, enquête ACEMO «Gains des salariés».

AVERTISSEMENT

L'échantillon de l'enquête ACEMO a été modifié au 1^{er} janvier 1996. Afin d'alléger la charge des entreprises, les établissements de 10 à 49 salariés sont dorénavant interrogés avec un taux de sondage d'un huitième (contre un quart précédemment) et renouvelés pour partie tous les semestres. Bien que les résultats soient redressés avec une méthode constante, la comparaison avec les enquêtes précédentes est donc à réaliser avec précaution.

Les résultats de cette enquête sont issus de l'exploitation de 23 900 questionnaires.

Les résultats de l'enquête sur les gains des salariés en octobre 1995 sont parus dans *Premières Informations*, n° 520 du 19 avril 1996. Des informations plus détaillées sur les gains dans les établissements de 10 salariés et plus paraissent dans le *Bulletin mensuel des statistiques du travail*.

secteur de la production de combustibles et de carburants qui offre la rémunération la plus élevée aux ouvriers, techniciens-agents de maîtrise et cadres. En revanche, les employés sont mieux rémunérés dans le secteur de la construction navale aéronautique et ferroviaire et dans l'automobile (plus de 12 000 F). En deuxième position on trouve l'édition, imprimerie, reproduction pour les techniciens-agents de maîtrise, et la chimie-parachimie pour les cadres.

Dans le tertiaire, les employés les mieux payés travaillent dans l'intermédiation financière ou les assurances (10 400 F en moyenne environ), tandis que les cadres aux salaires les plus élevés se rencontrent plutôt dans certains secteurs des services aux entreprises comme le conseil et l'assistance ou la recherche et développement (plus de 23 000 F).

Une différence moyenne de rémunération de 2 500 F entre les petits et les grands établissements

Le gain mensuel moyen de l'ensemble des salariés augmente avec la taille des établissements. Beaucoup de caractéristiques des firmes varient en effet avec le nombre de salariés, comme les structures de qualification, le pouvoir de négociation des salariés, l'intensité capitaliste de l'entreprise ou sa position vis-à-vis des marchés (tableau 2).

Les écarts diffèrent cependant selon la catégorie socio-professionnelle. Pour les ouvriers et les employés, c'est entre les établissements de 200 à 499 salariés et ceux de 500 salariés et plus que le surplus de gain mensuel moyen est le plus net (plus 12 à 12,5 %). Entre les établissements de 10 à 49 salariés et ceux de 50 à 199 salariés, les différences de rémunération sont, en revanche, négligeables. Pour les cadres, le gain s'accroît modérément

jusqu'à 500 salariés, mais marque un léger retrait au-delà, la fonction de cadre ne correspondant probablement pas au même contenu, ni à la même position, dans les plus grandes unités.

En conséquence, c'est dans ces dernières que l'écart de gain entre cadres et ouvriers est le plus faible : la rémunération d'un cadre y est 2,2 fois plus élevée que celle d'un ouvrier, contre 2,7 fois dans les établissements de 50 à 199 salariés.

La part des primes mensuelle baisse légèrement

L'ensemble des primes, mensuelles et non mensuelles, représente 8,9 % du montant des gains bruts d'octobre 1996 (tableau 3).

La part des seules primes mensuelles est en léger retrait (moins 0,2 point) par rapport à octobre

1995 où elle atteignait 6,8 %. Elle varie de 3,7 % pour les cadres à 8,3 % chez les ouvriers. Les primes non mensuelles (c'est-à-dire celles qui sont versées irrégulièrement, comme le 13^{ème} mois, les primes de vacances ou de fin d'année, la prime de technicité, de résultat, de rendement, d'assiduité, ...) qui représentent 2,3 % de la rémunération d'octobre, sont, elles, restées stables. Leur caractère saisonnier est cependant particulièrement net chez les cadres (graphique 2).

La part des rémunérations pour heures supplémentaires reste elle aussi quasiment inchangée, avec 1,2 % des gains du mois d'octobre pour l'ensemble des salariés. Négligeable chez les cadres, elle atteint 2,4 % chez les ouvriers.

Valérie BERNARD,
Annie DELORT
(DARES).

Tableau 3
Structure du montant brut de la paye par catégorie professionnelle en octobre 1996
En pourcentage

	Salaires de base		Rémunération pour heures supplément.		Primes mensuelles		Autres primes		Total
	1995	1996	1995	1996	1995	1996	1995	1996	
Ouvriers	87,1	87,4	2,5	2,4	8,5	8,3	1,9	1,9	100,0
Employés	90,4	90,5	1,0	0,9	6,6	6,4	2,0	2,2	100,0
Agents de maîtrise	88,4	88,8	1,2	1,1	8,0	7,7	2,4	2,4	100,0
Cadres	93,1	93,3	0,2	0,1	3,8	3,7	2,9	2,9	100,0
Ensemble	89,7	89,9	1,3	1,2	6,8	6,6	2,2	2,3	100,0

Source : MTAS-DARES, enquête ACEMO «Gains des salariés».

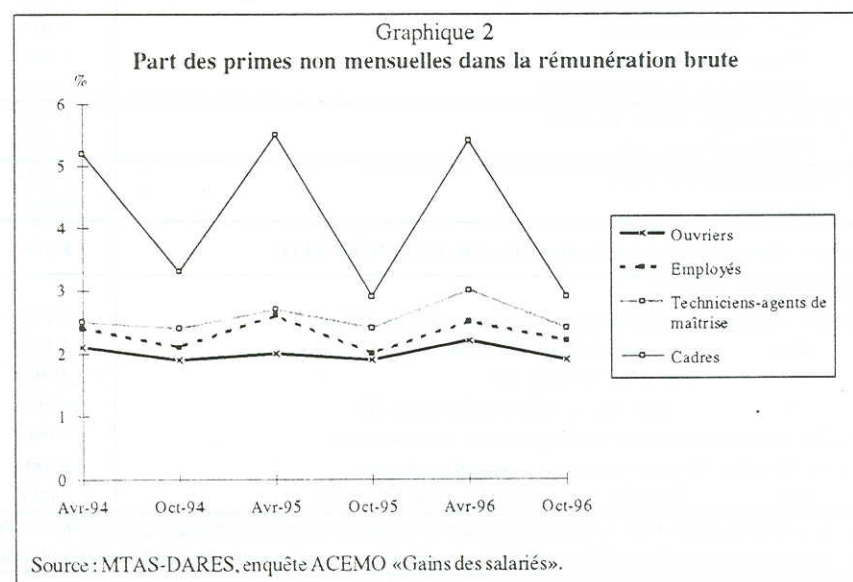


Tableau 4

Gains moyens mensuels bruts en octobre 1996 selon la catégorie professionnelle et l'activité économique

Activité économique (NES16; NES36) (1)	Ouvriers	Employés	Techniciens, agents de maîtrise	Cadres	Ensemble (2)
EB: Industries agricoles et alimentaires (B0)	8 770	9 280	12 905	22 880	10 370
<i>dont : Industries de la viande et du lait -151, 155-</i>	8 250	8 570	11 960	21 750	9 540
<i>Autres industries alimentaires -152 à 154, 156 à 159, 16-</i>	9 300	9 680	13 480	23 570	11 070
EC: Industries des biens de consommation (C1 à C4)	8 460	10 160	13 180	23 730	11 650
C1: Habillement, cuir	7 050	9 200	11 490	25 100	8 660
<i>dont: Habillement -18-</i>	6 810	9 280	11 410	25 800	8 680
<i>Cuir, chaussures -19-</i>	7 520	8 850	11 690	22 420	8 625
C2: Edition, imprimerie, reproduction	10 580	10 350	14 990	22 880	13 910
C3: Pharmacie, parfumerie et entretien	9 690	10 820	14 050	25 050	14 810
C4: Industries des équipements du foyer	8 260	9 755	12 290	22 120	10 030
<i>dont : Fabrication de meubles -361-</i>	8 120	9 740	11 860	21 790	9 500
ED: Industrie automobile (D0)	10 120	12 180	14 320	23 330	11 760
EE: Industries des biens d'équipement (E1 à E3)	9 685	10 970	13 490	23 265	13 280
E1: Construction navale, aéronautique et ferroviaire	11 020	12 250	14 520	23 755	14 990
E2: Industries des équipements mécaniques	9 490	10 290	13 130	22 790	11 950
E3: Industries des équipements électriques et électroniques	9 085	11 260	13 000	23 380	14 400
EF: Industries des biens intermédiaires (F1 à F6)	9 090	10 180	13 270	24 140	11 180
F1: Industries des produits minéraux	9 550	10 340	13 850	24 120	11 330
F2: Industrie textile	7 800	9 150	11 670	23 570	9 550
F3: Industries du bois et du papier	8 920	9 795	13 790	23 920	10 620
<i>dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois -20-</i>	8 060	9 710	12 470	22 140	9 490
<i>Industries du papier et du carton -21-</i>	9 740	9 840	14 570	24 950	11 560
F4: Chimie, caoutchouc, plastiques	9 380	10 145	13 810	25 270	11 960
<i>dont : Chimie, parachimie -241 à 243, 246, 247-</i>	10 840	10 330	14 780	26 990	13 920
<i>Industrie du caoutchouc -251-</i>	9 290	10 600	13 350	23 390	10 920
<i>Transformation des matières plastiques -252-</i>	8 500	9 585	12 520	22 870	10 530
F5: Métallurgie et transformation des métaux	9 310	10 450	13 120	24 170	11 160
F6: Industries des composants électriques et électroniques	8 820	10 590	12 640	22 705	11 350
EG: Energie (G1+G2)	10 500	10 100	13 520	22 830	14 060
G1: Production de combustibles et de carburants	11 690	11 790	16 240	28 160	18 490
G2: Eau, gaz, électricité	10 420	9 970	13 160	21 810	13 580
EH: Construction (H0)	8 810	10 300	12 420	21 480	10 480
EJ: Commerce (J1 à J3)	8 440	8 585	12 470	21 960	10 775
J1: Commerce et réparations automobiles	8 890	9 340	13 260	22 500	11 080
J2: Commerce de gros	8 680	9 640	12 800	23 200	12 510
<i>dont : Commerce de gros alimentaire -512, 513-</i>	8 510	9 060	12 230	22 280	10 960
<i>Commerce de gros non alimentaire -511, 514 à 517-</i>	8 820	9 800	12 945	23 370	13 040
J3: Commerce de détail, réparations	7 820	7 870	10 720	18 890	9 150
EK: Transports (K0)	9 610	9 700	13 320	20 460	11 380
EL: Activités financières (L0)	8 490	10 380	12 095	21 720	14 370
<i>dont : Intermédiation financière -65-</i>	8 580	10 400	12 160	21 800	14 570
<i>Assurance -66-</i>	8 340	10 350	11 360	20 440	13 350
EM: Activités immobilières (M0)	8 260	9 330	12 180	21 790	12 130
EN: Services aux entreprises (N1 à N4)	7 810	9 685	12 630	23 040	13 410
N2: Conseils et assistance	9 405	10 010	12 630	23 200	16 050
N3: Services opérationnels	7 605	9 040	12 230	22 010	10 300
N4: Recherche et développement	10 370	11 270	13 690	23 850	17 360
EP: Services aux particuliers (P1 à P3)	8 760	8 820	12 770	22 140	10 845
P1: hôtels et restaurants	8 790	8 235	11 400	19 165	9 530
EQ: Education, santé (Q1+Q2)	8 490	10 170	12 370	22 390	12 290
Q2: Santé	8 660	10 020	12 060	25 240	11 810
Ensemble des secteurs non agricoles (EB à EH, EJ à EN, EP à EQ)	8 920	9 570	13 030	22 690	11 860
Regroupements spéciaux					
EB à EG: Industries de transformation, non compris la construction	9 170	10 290	13 430	23 550	11 800
<i>dont : Industrie textile et habillement -17, 18-</i>	7 340	9 230	11 580	24 670	9 130
<i>Industrie chimique -24-</i>	10 400	10 630	14 460	25 760	14 370
<i>Caoutchouc et matières plastiques -25-</i>	8 760	9 920	12 830	23 020	10 660
EB à EH: Industries de transformation, y compris la construction	9 090	10 290	13 275	23 310	11 565
EJ à EN, EP à EQ : Tertiaire (commerce, transports, services)	8 585	9 380	12 650	22 360	12 100
<i>dont : Ensemble des services (EL à EN, EP à EQ)</i>	8 090	9 860	12 550	22 720	13 040

(1) : Les numéros entre tirets correspondent à des divisions (2 chiffres) et à des groupes (3 chiffres) de la NAF.

(2) : Le gain moyen de l'ensemble des salariés est calculé en tenant compte des établissements n'ayant pas ventilé les rémunérations par catégorie professionnelle.

Source : MTAS-DARES, enquête ACEMO "Gains des salariés".

Tableau 5

Gains moyens mensuels bruts en octobre 1996 selon le sexe et l'activité économique

Activité économique (NES16; NES36) (1)	Hommes	Femmes	Ensemble
EB: Industries agricoles et alimentaires (B0)	11 300	8 860	10 370
<i>dont</i> : Industries de la viande et du lait -151, 155-	10 165	8 250	9 540
Autres industries alimentaires -152 à 154, 156 à 159, 16-	12 255	9 370	11 070
EC: Industries des biens de consommation (C1 à C4)	13 435	9 890	11 650
C1: Habillement, cuir	11 810	7 850	8 660
<i>dont</i> : Habillement -18-	13 230	7 890	8 680
Cuir, chaussures -19-	10 170	7 710	8 625
C2: Edition, imprimerie, reproduction	15 080	11 710	13 910
C3: Pharmacie, parfumerie et entretien	16 670	12 985	14 810
C4: Industries des équipements du foyer	10 790	8 690	10 030
<i>dont</i> : Fabrication de meubles -361-	9 750	8 480	9 500
ED: Industrie automobile (D0)	12 025	10 075	11 760
EE: Industries des biens d'équipement (E1 à E3)	13 835	11 160	13 280
E1: Construction navale, aéronautique et ferroviaire	15 260	13 100	14 990
E2: Industries des équipements mécaniques	12 260	10 415	11 950
E3: Industries des équipements électriques et électroniques	16 010	11 140	14 400
EF: Industries des biens intermédiaires (F1 à F6)	11 815	9 260	11 180
F1: Industries des produits minéraux	11 595	9 930	11 330
F2: Industrie textile	10 610	8 180	9 550
F3: Industries du bois et du papier	11 040	9 270	10 620
<i>dont</i> : Travail du bois et fabrication d'articles en bois -20-	9 750	8 895	9 490
Industries du papier et du carton -21-	12 230	9 490	11 560
F4: Chimie, caoutchouc, plastiques	12 630	9 850	11 960
<i>dont</i> : Chimie, parachimie -241 à 243, 246, 247-	14 400	11 720	13 920
Industrie du caoutchouc -251-	11 330	9 200	10 920
Transformation des matières plastiques -252-	11 380	8 790	10 530
F5: Métallurgie et transformation des métaux	11 500	9 450	11 160
F6: Industries des composants électriques et électroniques	12 905	9 045	11 350
EG: Energie (G1+G2)	14 410	12 410	14 060
G1: Production de combustibles et de carburants	19 320	15 170	18 490
G2: Eau, gaz, électricité	13 870	12 120	13 580
EH: Construction (H0)	10 490	10 240	10 480
EJ: Commerce (J1 à J3)	11 915	9 180	10 775
J1: Commerce et réparations automobiles	11 340	9 620	11 080
J2: Commerce de gros	13 295	10 700	12 510
<i>dont</i> : Commerce de gros alimentaire -512, 513-	11 570	9 210	10 960
Commerce de gros non alimentaire -511, 514 à 517-	13 920	11 160	13 040
J3: Commerce de détail, réparations	10 200	8 390	9 150
EK: Transports (K0)	11 520	10 760	11 380
EL: Activités financières (L0)	16 705	12 120	14 370
<i>dont</i> : Intermédiation financière -65-	16 505	12 330	14 570
Assurance -66-	16 185	11 550	13 350
EM: Activités immobilières (M0)	13 940	10 460	12 130
EN: Services aux entreprises (N1 à N4)	15 000	11 240	13 410
N2: Conseils et assistance	18 310	12 740	16 050
N3: Services opérationnels	10 820	9 560	10 300
N4: Recherche et développement	19 475	14 470	17 360
EP: Services aux particuliers (P1 à P3)	12 060	9 400	10 845
P1: hôtels et restaurants	10 520	8 400	9 530
EQ: Education, santé (Q1+Q2)	14 730	11 290	12 290
Q2: Santé	14 530	11 130	11 810
Ensemble des secteurs non agricoles (EB à EH, EJ à EN, EP à EQ)	12 650	10 350	11 860
Regroupements spéciaux			
EB à EG: Industries de transformation, non compris la construction	12 610	9 810	11 800
<i>dont</i> : Industrie textile et habillement -17, 18-	11 250	8 000	9 130
Industrie chimique -24-	15 250	12 640	14 370
Caoutchouc et matières plastiques -25-	11 360	8 880	10 660
EB à EH: Industries de transformation, y compris la construction	12 140	9 840	11 565
EJ à EN, EP à EQ : Tertiaire (commerce, transports, services)	13 210	10 580	12 100
<i>dont</i> : Ensemble des services (EL à EN, EP à EQ)	14 860	11 220	13 040

(1) : Les numéros entre tirets correspondent à des divisions (2 chiffres) et à des groupes (3 chiffres) de la NAF.

Source : MTAS-DARES, enquête ACEMO "Gains des salariés".